

Le programme en 25 points du N.S.D.A.P

Le programme du Parti des travailleurs nationaux-socialistes allemands est un programme temporaire. Les dirigeants n'ont aucune intention, une fois que les buts annoncés ont été réalisés, d'en établir de nouveaux simplement pour augmenter artificiellement le mécontentement des masses et ainsi assurer l'existence continue du Parti.

1. Nous exigeons l'union de tous les Allemands dans une Grande Allemagne sur la base du droit à l'autodétermination nationale.

2. Nous exigeons l'égalité des droits pour le peuple allemand dans ses relations avec d'autres nations et la révocation des traités de paix de Versailles et de Saint-Germain.

3. Nous exigeons des terres et des territoires (colonies) pour nourrir notre population et installer notre population excédentaire.

4. Seuls les membres de la nation peuvent être citoyens de l'État. Seuls ceux de sang allemand, quel que soit leur croyance, peuvent être membres de la nation. En conséquence, aucun juif ne peut être membre de la nation.

5. Les non-citoyens peuvent vivre en Allemagne uniquement en tant qu'invités et doivent être soumis à des lois pour les étrangers.

6. Le droit d'élire le gouvernement et la législation de l'État doit être exercé par les seuls citoyens de l'État. Nous demandons donc que tous les rendez-vous officiels, quelle qu'en soit la nature, que ce soit dans le Reich, dans les États ou dans les petites localités, ne seront tenus que par des citoyens. Nous nous opposons à la coutume parlementaire corrompue de remplir des postes simplement conformément aux considérations du parti et sans référence au caractère ou aux compétences.

7. Nous demandons à ce que l'État fasse en sorte qu'il soit son principal devoir d'assurer des moyens de subsistance à ses citoyens. S'il s'avère impossible de nourrir toute la population, les ressortissants étrangers (non-citoyens) doivent être expulsés du Reich.

8. Toute immigration non allemande doit être évitée. Nous exigeons que tous les non-Allemands qui sont entrés en Allemagne après le 2 août 1914 soient tenus de quitter immédiatement le Reich.

9. Tous les citoyens ont les mêmes droits et devoirs.

10. Il doit être le premier devoir de tout citoyen d'effectuer un travail physique ou mental. Les activités de l'individu ne doivent pas entrer en conflit avec l'intérêt général, mais doivent se poursuivre dans le cadre de la communauté et être pour le bien général.

Nous demandons donc :

11. L'abolition des revenus non gagnés par le travail.



**(1932) Le travail, la liberté et du pain!
Choisis la liste 8, les nationaux-socialistes !**

La rupture de l'esclavage par l'usure

12. Compte tenu des énormes sacrifices humains et des biens exigés d'une nation par n'importe quelle guerre, l'enrichissement personnel lors d'une guerre doit être considéré comme un crime contre la nation. Nous demandons donc la confiscation impitoyable de tous les profits de guerre.

13. Nous exigeons la nationalisation de toutes les entreprises qui ont été formées en sociétés (fiducies).

14. Nous exigeons le partage des bénéfices dans les grandes entreprises industrielles.

15. Nous exigeons le développement étendu d'une assurance vieillesse.

16. Nous exigeons la création et le maintien d'une classe moyenne saine, la communalisation immédiate des grands magasins et leur location à un tarif peu coûteux pour les petits commerçants et que la plus grande considération soit démontrée à tous les petits commerçants dans le placement d'État et municipal.

17. Nous exigeons une réforme foncière adaptée à nos exigences nationales, l'adoption d'une loi pour l'expropriation de terres à des fins communales sans compensation ; l'abolition de la redevance foncière et l'interdiction de toute spéculation sur les terres. *

18. Nous exigeons la poursuite impitoyable de ceux dont les activités nuisent à l'intérêt commun. Les criminels communs, les usuriers, les profiteurs, etc., doivent être punis de mort, quelle que soit leur croyance ou leur race.

19. Nous exigeons que le droit romain, qui sert un ordre mondial matérialiste, soit remplacé par une loi commune allemande.

20. L'État doit considérer une reconstruction approfondie de notre système national d'éducation (dans le but d'ouvrir à tous les Allemands compétents et travailleurs la possibilité d'une éducation supérieure et d'obtenir ainsi de l'avancement). Les programmes d'études de tous les établissements d'enseignement doivent être adaptés aux exigences de la vie pratique. Le but de l'école doit être de donner à l'élève, en commençant par le premier signe d'intelligence, une compréhension de la nation de l'État (par l'étude des affaires civiques). Nous exigeons l'éducation des enfants doués de parents pauvres, quelle que soit leur classe ou profession, aux dépens de l'État.

21. L'État doit veiller à ce que les normes sanitaires de la nation soient prises en protégeant les mères et les nourrissons en interdisant le travail des enfants, en favorisant la force physique par une législation prévoyant la gymnastique et les sports obligatoires et par le soutien étendu des clubs engagés dans l'entraînement physique de la jeunesse.

22. Nous exigeons l'abolition de l'armée mercenaire et le fondement d'une armée populaire.

23. Nous exigeons une guerre juridique sur le mensonge politique délibéré et sa diffusion dans la presse. Pour faciliter la création d'une presse nationale allemande, nous exigeons :

(a) que tous les éditeurs et contributeurs de journaux apparaissant en langue allemande doivent être membres de la nation ;

(b) qu'aucun journal non-allemand ne puisse apparaître sans l'autorisation expresse de l'État. Ils ne doivent pas être imprimés en langue allemande ;

(c) qu'il ne soit légalement pas permis aux non-Allemands de participer financièrement ou d'influencer les journaux allemands et que la peine pour avoir contrevenu à une telle loi sera la suppression de tout journal et la déportation immédiate des non-Allemands impliqués.

(d) La publication de documents qui ne favorisent pas le bien-être national doit être interdite. Nous demandons la poursuite juridique de toutes ces tendances dans l'art et la littérature qui corrompent notre vie nationale et la suppression des événements culturels qui violent cette demande.

24. Nous exigeons la liberté pour toutes les dénominations religieuses dans l'État, pourvu qu'elles ne menacent pas son existence ni n'offensent pas les sentiments moraux de la race allemande. Le parti, en tant que tel, représente le christianisme positif, mais ne s'engage pas dans une dénomination particulière. Il combat l'esprit matérialiste juif à l'intérieur et à l'extérieur de nous et est convaincu que notre nation ne peut atteindre une santé permanente qu'à partir du principe : *Intérêt commun avant intérêt personnel.*

25. Pour mettre l'intégralité de ce programme en vigueur, nous exigeons la création d'un pouvoir central solide pour le Reich ; l'autorité inconditionnelle du Parlement central politique sur l'ensemble du Reich et ses organisations ; et la formation de sociétés fondées sur la succession et la profession dans le but d'exécuter la législation générale adoptée par le Reich dans les différents États allemands. Les dirigeants du Parti promettent de travailler impitoyablement - si nécessaire, de sacrifier leurs vies- pour traduire ce programme en action.



Le programme du N.S.D.A.P et sa pensée de base idéologique. Réimpression de 1934.

* En raison des interprétations mensongères de la part de nos adversaires du point 17 du programme du NSDAP, l'explication suivante est nécessaire : puisque le NSDAP repose fondamentalement sur le principe de la propriété privée, il est évident que l'expression "*confiscation sans Compensation*" se réfère uniquement à la création de moyens juridiques possibles de confiscation, le cas échéant, de terrain illégalement acquis ou non administrés conformément au bien-être national. Il est donc dirigé en première instance contre les sociétés juives qui spéculent sur les terres.